

## **Tendances et discontinuités : proposition pour un programme de recherche canadien**

Christian Leuprecht et Todd Hataley

Le but de la prospective stratégique est de réduire l'incertitude liée aux événements futurs. Elle vise à dégager les grandes tendances qui risquent de façonner les événements futurs, en donnant un aperçu tant de la probabilité que des conséquences des développements, événements ou chocs éventuels. La prospective stratégique peut ainsi devenir un outil pour l'établissement des priorités de recherche. La recherche permet d'explorer différents points de vue sur les conséquences attendues et inattendues de diverses options en matière de politiques. En plus de fournir des données probantes qui facilitent la prise de décision, elle a le potentiel de servir d'équipe rouge. Ce type de connaissance est particulièrement utile en période d'austérité budgétaire : lorsque les ressources se font rares, leur attribution doit être optimisée. Ce dernier chapitre contient une analyse détaillée des notes de recherches et des discussions engagées pendant l'atelier. Cette analyse vise à améliorer les connaissances des chercheurs sur les tendances transnationales en matière de sécurité nationale et frontalière qui coïncident avec les priorités des ministères fédéraux intéressés, au moyen de la mise en relief des grandes tendances et discontinuités et de la formulation de pistes de recherche éventuelles.

### **Migration des populations**

Les conséquences des changements des flux migratoires et des déplacements des populations sur la sécurité canadienne en fonction des facteurs de répulsion, comme les conflits intérieurs, les changements climatiques, la rareté des ressources (notamment la privation relative et la suffisance en nourriture et en eau) et les possibilités économiques sont demeurés des thèmes importants du début à la fin. Pendant l'atelier, et dans leurs notes de recherche afférentes, François Crépeau et Daniel Hiebert ont indiqué que le fossé qui se creuse entre le nombre de personnes désirant émigrer et le nombre d'immigrants que les pays d'accueil comme le Canada sont prêts à recevoir risque de miner la légitimité des frontières internationales. Les frontières constituent des filtres qui servent à prévenir l'entrée de personnes et de matériaux indésirables (ainsi que la sortie de personnes et de biens qui risquent de provoquer des problèmes ailleurs). D'après des projections basées sur des modèles démographiques, les populations quittent les régions marquées par de fortes tensions pour se diriger vers des régions marquées par de faibles tensions qui offrent de meilleures possibilités. L'élaboration de scénarios peut aider à comprendre ce qui *pourrait* arriver dans le contexte international actuel, mais seules des recherches axées sur la situation canadienne permettraient de déterminer les conséquences précises pour le Canada et les outils dont disposent les responsables canadiens de l'élaboration de politiques. En effet, les chercheurs canadiens sont mieux placés pour prévoir les conséquences inattendues des différentes options en matière de politiques et d'en peser le pour et le contre. Les politiques peuvent avoir un effet important sur le comportement stratégique en proposant involontairement des mesures incitatives qui encouragent les activités illégitimes. La recherche peut aider à cerner les

faiblesses du programme canadien d'immigration et des contrôles frontaliers, à proposer des options en matière de politiques et à évaluer les gains potentiels.

### **Déplacement actuel du siège et de la distribution du pouvoir économique et politique**

L'incertitude du climat de sécurité causée par les logiques inédites des nouveaux centres de pouvoir, acteurs économiques et diasporas constitue le deuxième grand thème abordé. Quelles sont les conséquences de ce déplacement mondial du pouvoir sur la position du Canada en matière de sécurité? Jeremy Leonard et Brian Finlay décrivent les possibilités et les défis en matière de sécurité engendrés par la montée du Brésil, de l'Inde et de la Chine et par la mondialisation des échanges commerciaux. Morselli, Turcotte, Bouchard et Boudreau expliquent que lorsque les entreprises et investisseurs canadiens tentent de se positionner sur de nouveaux marchés, le développement commercial et économique devient une voie d'accès pour le crime organisé et les organisations terroristes. Il est essentiel de connaître les maillons faibles de la chaîne pour préserver la sécurité du Canada.

Le Canada doit également se préoccuper de la question des possibilités de corruption internationale créées par l'augmentation des échanges avec des pays dont les économies et les pratiques commerciales sont moins régularisées que celles du Canada et des États-Unis. L'augmentation de la couverture mondiale des entreprises canadiennes entraîne une hausse du potentiel de corruption. Malgré la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* de 1998, ce n'est qu'en 2008 que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a créé les premières unités consacrées aux enquêtes sur ce type de crime. La mondialisation économique entraîne des coûts économiques pour le Canada : en 2011, la GRC menait vingt enquêtes sur des entreprises canadiennes qui font des affaires à l'étranger. Par ailleurs, la fréquence de la contrefaçon, la faiblesse des régimes de protection de la propriété intellectuelle et la disponibilité des médicaments et des traitements médicaux non approuvés au Canada entraînent des risques financiers et sanitaires pour les particuliers et entrepreneurs canadiens.

### **Mondialisation, régionalisation et déterritorialisation des menaces**

Le troisième grand thème abordé est celui des répercussions mondiales de la fragilité des institutions nationales et de l'hostilité des gouvernements étrangers. Grâce à sa position géostratégique avantageuse, le Canada se trouve à l'écart des « quartiers mal famés » du monde. Néanmoins, les crises migratoires et humanitaires en provenance de ces quartiers entraînent des conséquences indirectes pour la sécurité nationale du Canada, en raison de la déstabilisation régionale causée et des facteurs de répulsion, qui ont un effet négatif sur l'intégrité des frontières canadiennes. La fragilité des institutions nationales de pays éloignés entraînerait vraisemblablement des défis en matière de sécurité pour le Canada, comme l'arrivée d'immigrants illégaux par bateau, la circulation illicite de migrants sans papiers entre le Canada et les États-Unis ou la sympathie et le soutien de diasporas à l'égard des violences politiques déstabilisantes à l'étranger. Par ailleurs, ces institutions fragiles sont aussi problématiques dans la mesure où elles peuvent devenir des refuges permettant aux terroristes, aux groupes criminels organisés et aux trafiquants de personnes de mener leurs activités avec impunité, de propager l'instabilité régionale et de planifier ou de catalyser des actes de terrorisme national ou international. Certains cas de fragilité institutionnelle représentent-ils de plus grands risques que d'autres pour les

intérêts canadiens en matière de sécurité? Quels types de menaces représentent un risque particulier pour le Canada, et quelles sont les stratégies d'atténuation auxquelles peut recourir le Canada? Certaines d'entre elles pourraient-elles s'avérer plus efficaces que d'autres? Il est difficile de répondre à de telles questions : les chercheurs ne comprennent pas bien les véritables relations, et encore moins les liens de cause à effet, entre la fragilité des institutions d'un pays étranger et leurs effets directs et indirects sur la sécurité nationale et frontalière du Canada.

Il y aurait lieu d'étudier les conditions qui facilitent le recrutement et la radicalisation dans les communautés diasporiques au Canada, ainsi que les conditions qui rendent ces communautés résilientes à l'extrémisme violent. Les jeunes entraînés au combat, qui sont partisans de l'extrémisme violent et possèdent de l'expérience dans ce domaine, peuvent véhiculer ce type d'extrémisme au sein de leur communauté au Canada. De façon analogue, et comme démontré par la levée (et l'extorsion) de fonds par les agents des Tigres de libération de l'Eelam tamoul auprès des Tamouls canadiens, les chercheurs ont accordé peu d'attention aux liens entre les groupes diasporiques au Canada, leur sympathie pour l'extrémisme violent dans leur pays d'origine, leur soutien matériel de cet extrémisme, et leur capacité à servir de multiplicateurs de force pour l'instabilité nationale et régionale. Il est nécessaire d'approfondir l'étude des seuils critiques qui, parmi les diasporas, augmentent la prédisposition au soutien d'activités illégales ou à la participation à de telles activités. Plus important encore, il faut comprendre pourquoi, au Canada, certaines diasporas sont plus résilientes que d'autres en situation de vulnérabilité. Ces recherches pourraient orienter la prise de décision des ministères fédéraux intéressés au sujet des politiques visant à renforcer de façon proactive la résilience des communautés, plutôt que de se contenter de mesures correctives.

Au cours de la même période, il y a eu prolifération des menaces parrainées par les États (par opposition aux menaces basées dans des États). Comme le démontrent les attaques de février 2011 qui ont paralysé les réseaux du Secrétariat du Conseil du Trésor, du ministère des Finances et de Recherche et développement pour la défense Canada, le Canada n'est pas à l'abri des cyberattaques. Les cybermenaces ont évolué : les pirates informatiques, pirates adolescents et actes de cybervandalisme ont laissé place aux cartels criminels qui opèrent à distance des réseaux de zombies criminels ou espions pour le compte d'organismes étrangers hostiles. L'augmentation des attaques par déni de service (DDoS), la manipulation temporaire avérée des flux de données sur Internet par les autorités chinoises et la redirection temporaire d'une grande partie du trafic Internet et des réseaux nord-américains par un fournisseur d'accès Internet national chinois illustre la vulnérabilité des infrastructures informatiques et de communication. Comme l'a démontré l'équipe de Ronald Deibert de l'University of Toronto, qui a contribué à la découverte d'un des plus grands réseaux de cyberespionnage international à ce jour, les chercheurs canadiens peuvent réellement être des vecteurs de changement.

### **Pistes de recherche éventuelles**

De l'état des connaissances décrit dans les notes de recherche reproduites dans ce volume découlent différentes pistes de recherche directement pertinentes pour orienter les futures occasions de recherche, de financement et de partenariat entre les chercheurs universitaires et les ministères fédéraux intéressés. Le but premier de ces pistes de recherche éventuelles est de faire connaître les enjeux d'une importance particulière pour

le Canada qui représentent des domaines dans lesquels la recherche et les partenariats pourraient entraîner des résultats significatifs. Ces pistes de recherche et les questions y étant associées se fondent sur deux propositions de base sur la relation entre menaces transnationales et sécurité au Canada. À l'échelle mondiale, la stabilité internationale est de toute évidence un intérêt national pour le Canada, puisqu'il s'agit d'une condition préalable à l'existence d'itinéraires commerciaux ouverts dont dépend largement la prospérité du pays. À l'échelle nationale, les intérêts nationaux du Canada comprennent la sécurité publique, la résilience sociale et la sécurité physique de tous les Canadiens ainsi que la protection de la propriété privée comme moyen de garantir la sécurité économique du Canada en général. Les pistes de recherche ci-dessous représentent certains des intérêts de recherche des universitaires, des responsables de l'élaboration de politiques et des ministères et organismes fédéraux. Les personnes et groupes intéressés du milieu des affaires, de l'industrie, de l'éducation, des groupes de défense d'intérêts sociaux et juridiques, ainsi que des particuliers de tous horizons, pourraient enrichir cette liste de suggestions. Les thèmes suivants représentent des possibilités de collaboration particulièrement prometteuses entre les chercheurs et les ministères et organismes fédéraux :

*Changement des structures économiques fondamentales des marchés dans un monde multipolaire* : comme l'illustrent les notes de recherche de Leonard et Finlay, cette piste de recherche est axée sur les conséquences de la croissance des économies émergentes, de l'espionnage industriel et de la position des États-Unis dans l'économie mondiale. Par ailleurs, dans leurs notes de recherche, Deibert et Leuprecht soulèvent un questionnement sur la façon dont l'évolution du cyberspace et de la démographie peut créer des problèmes de sécurité au Canada impliquant des acteurs non étatiques à l'étranger, donc hors de la juridiction du Canada.

- Les sociétés d'État faussent-elles l'économie mondiale et les marchés internationaux, et comment les États peuvent-ils exploiter ces distorsions pour donner un avantage concurrentiel à leur économie?
- Quels sont les effets probables de l'évolution des tendances en matière d'emploi sur la migration clandestine et légale?
- De nombreuses économies émergentes devraient être durement touchées par les changements climatiques. Quelles pourraient être les conséquences de cette situation pour la prospérité et la sécurité économique du Canada?
- Quelles sont les conséquences probables des machinations économiques et politiques aux États-Unis sur la frontière terrestre du Canada?
- Quel est l'effet probable de l'augmentation du niveau d'endettement public et de la faiblesse économique prolongée de nombreux partenaires commerciaux et alliés traditionnels importants du Canada sur sa capacité à exercer son pouvoir de convaincre et à générer une action collective en faveur des intérêts nationaux du Canada?
- Compte tenu de l'augmentation du pourcentage des importations en provenance des marchés émergents et de la chute des exportations canadiennes totales aux États-Unis, comment le Canada pourrait-il optimiser ses faibles ressources douanières et frontalières pour obtenir le meilleur effet stratégique possible?

- Comment le Canada devrait-il équilibrer son économie ouverte axée sur les exportations sans augmenter la vulnérabilité de la propriété intellectuelle et du cyberspace canadiens?
- Quelles menaces et quels risques pour la sécurité résultent de la multiplication des acteurs privés dans le nouvel ordre économique?
- La mondialisation des échanges commerciaux augmente-t-elle la vulnérabilité des frontières canadiennes?

*Mondialisation de la circulation des biens et des personnes* : comme l'illustrent les notes de Leuprecht, Crépeau et Finlay (et les remarques faites par Hiebert durant l'atelier), le changement de la dynamique commerciale et migratoire génère de sérieuses inquiétudes au sujet de la protection de l'intégrité des frontières canadiennes.

- Comment le Canada peut-il protéger ses frontières sans freiner les échanges commerciaux?
- Comment l'évaluation des risques et les « modèles commerciaux » seront-ils transformés pour en faire des cadres intégrés de gestion des risques en temps réel? Quels types de données et d'automatisation seront nécessaires?
- Est-il dans notre intérêt économique de communiquer davantage avec les auteurs des menaces perçues à la sécurité? Si tel est le cas, comment faudrait-il procéder?
- Quels sont les coûts et les avantages d'un contrôle frontalier sévère?
- Quel est l'avenir de la gestion frontalière? Comment peut-on maintenir les systèmes de détection à jour compte tenu des drogues et produits chimiques de synthèse?
- À la lumière de ces informations, comment devrait-on gérer le risque que représentent les frontières?
- Quels types d'activités de renforcement des institutions et programmatiques bilatérales, multilatérales et internationales produiraient les meilleurs résultats permettant d'atténuer les menaces transnationales qui pèsent sur la sécurité nationale du Canada? Existe-t-il des études de cas ou des pratiques exemplaires que le Canada aurait avantage à suivre ou à reproduire?
- Comment le Canada peut-il se positionner et se préparer aux effets de son taux d'immigration, l'un des plus élevés au monde par habitant?
- Étant donné l'importance de l'immigration pour sa sécurité économique, comment le Canada devrait-il gérer sa diversité (croissante)?
- Quelles menaces potentielles représente la migration irrégulière et vulnérable? Comment trouver un équilibre entre la protection face à cette menace et la protection des droits individuels, ainsi que les obligations du Canada dans le cadre de traités internationaux?
- Quelles sont les diverses perceptions de la légitimité des institutions sociales canadiennes?

*Réseaux illicites et crime organisé* : les notes de recherche de Sheptycki, Morselli et Turcotte, Bouchard, et Boudreau révèlent un manque de connaissances au sujet des réseaux illicites, du crime organisé au Canada en particulier, et de leur dimension transnationale en général. Sheptycki souligne la relation qui existe entre les

microstructures sociales au sein des grandes macrostructures sociales organisées; Morselli et Turcotte évoquent les dynamiques et la flexibilité des acteurs et des réseaux, postulant que leur sensibilité à leur environnement constituerait une avenue de recherche intéressante en vue de découvrir les différents moyens offerts à l'État pour influencer le comportement stratégique; Bouchard affirme que les liens d'amitié et de parenté sont deux caractéristiques qui influencent la formation des réseaux criminels, un sujet particulièrement intéressant dans un pays aussi diversifié qui accueille autant de diasporas que le Canada; enfin, Boudreau attire l'attention sur le secteur informel et sur l'exploitation des activités transnationales de ce secteur par le crime organisé.

- Quels facteurs poussent les réseaux d'amitié et de parenté vers la criminalité et comment les empêcher d'adopter des comportements déviants?
- Quelle est la nature et l'étendue des liens transnationaux du crime organisé au Canada? Comment et dans quelle mesure le crime organisé est-il impliqué dans le trafic illicite aux frontières canadiennes? Quelles politiques favorisent et entravent la création et le développement des liens transnationaux?
- Quels facteurs déterminent la probabilité qu'un Canadien ou qu'une communauté canadienne participe au crime organisé?
- À quoi ressemblent les réseaux transnationaux du crime organisé et des organisations terroristes? Serait-il possible de comprendre l'un en étudiant l'autre? Quelle est leur étendue? Quels sont les déterminants derrière ces réseaux : une idéologie ou une analyse de rentabilité? Dans quelle mesure exploitent-ils les coûts compensateurs des transactions de chaque côté des frontières?
- Quels sont les liens et les réseaux qui unissent le crime organisé et les groupes terroristes?
- Qu'ont à dire les chercheurs sur le fonctionnement des marchés illicites?
- Comment trouver des façons nouvelles et créatives de recueillir le peu de données disponibles sur la criminalité?
- Quels paramètres pourraient être utilisés pour évaluer le succès global des politiques en matière de drogues? Comment cesser d'évaluer la réussite en fonction du nombre d'arrestations et de kilos saisis pour se tourner vers des indicateurs qui permettent de mesurer la diminution des préjudices à l'échelle individuelle et sociale?
- Quels types d'inégalités existent entre hommes et femmes dans les réseaux illicites?

*Terrorisme, extrémisme violent et radicalisation politique* : la note de recherche de McCauley confirme que nous en savons peu sur les moteurs de la radicalisation et sur les circonstances et le mécanisme de détresse qui transforment un individu respectueux des lois qui a des idées considérées comme radicales en un extrémiste violent, ou en un sympathisant de l'extrémisme violent. McCauley brandit également le spectre de l'évolution des menaces terroristes du terrorisme international au terrorisme national, et aborde la croissance et le déclin des paradigmes idéologiques qui soutiennent l'extrémisme violent. Pourtant, selon McCauley, il faut se garder d'inférer qu'une personne a un comportement malfaisant en se basant seulement sur son attitude, laissant

entendre qu'il existe un manque de connaissances sur les variables et les conditions favorables pouvant mener un apologiste à devenir terroriste.

- Quelles caractéristiques déterminent la probabilité qu'un citoyen canadien ou qu'une communauté culturelle au Canada éprouve de la sympathie à l'égard d'un mouvement extrémiste violent, le soutienne ou y participe?
- Quels sont les conditions, les caractéristiques comportementales, les structures relatives à l'attitude et les seuils critiques associés au processus de radicalisation qui mène à l'extrémisme violent chez les Canadiens, comment ce processus fonctionne-t-il au Canada, et quelle est l'étendue du problème?
- Pourquoi certaines communautés culturelles semblent-elles plus résilientes que d'autres? À ce sujet, quelle est la dynamique interne de ces communautés : le rôle des familles et de la structure familiale, la nature et l'étendue des liens avec le pays d'origine, la reproduction des normes sociales du pays d'origine dans la communauté, le rôle des publications produites pour et par ces communautés?
- Quelle est la façon la plus efficace d'entrer en contact avec les communautés locales pour les dissuader de choisir la radicalisation?
- Les programmes gouvernementaux de sensibilisation des jeunes diminuent-ils de façon appréciable l'émergence des réseaux terroristes?
- Comment les membres et les figures d'autorité d'une communauté pourraient-ils diminuer la radicalisation au sein de leur communauté?
- Jusqu'à quel point les conclusions des recherches sur les facteurs et les moteurs de l'extrémisme violent effectuées ailleurs sont-elles applicables au Canada, et quelles sont les différences?
- Quelle est l'efficacité de la « contre-radicalisation » dans d'autres pays (particulièrement dans les pays qui possèdent un système gouvernemental et juridique semblable au nôtre)?
- Quel type de « contre-message » pourrait fonctionner au Canada?
- Quel devrait être le rôle du gouvernement envers les communautés?
- Quels mouvements sociaux pourraient être déclenchés ou accentués à la suite d'une tendance perturbatrice, comme une récession? Quels déterminants influencent la probabilité qu'une partie de la société ait recours à la violence?
- Quelles sont les ressemblances et les différences entre les mouvements extrémistes transnationaux, comme l'islamisme et l'extrême droite, selon qu'ils sont motivés par une fausse interprétation d'une idéologie religieuse ou d'une idéologie laïque?
- Quelle est la gravité de la menace qu'ils représentent?
- À quel point les résultats de la recherche sur les extrémistes violents religieux sont-ils vrais pour les extrémistes laïcs, et vice-versa?
- Comment l'évolution du contexte international influencera-t-elle le programme et les perspectives d'Al-Qaïda et de ses membres?
- Les activités des acteurs non étatiques impliqués dans l'extrémisme violent et des États hostiles ou des services de renseignements étrangers se renforcent-elles mutuellement?
- À quel point ces synergies peuvent-elles être exploitées, comment ces acteurs s'y

- prendraient-ils et quelles seraient les conséquences de ces rapprochements?
- Les différents membres d'Al-Qaïda seront-ils en mesure de s'adapter aux contextes particuliers dans lesquels ils opèrent et qui entraîne la fusion de leur lutte en un seul mouvement global?
  - Quels seraient les effets sur le Canada (par exemple, dans le cas particulier des organisations affiliées à Al-Qaïda, comme Al-Shabaab, qui ont activement recruté des membres dans la communauté somalienne au Canada)?
  - Comment les différentes organisations affiliées à Al-Qaïda choisissent-elles de mettre en pratique la violence? Leurs différentes visions de la société influenceront leur comportement stratégique, qui, en retour, peut avoir un effet considérable sur leur probabilité de réussite.
  - Quelle est leur définition de la réussite, et à quel point la prise d'un État fait-elle partie des objectifs à court terme des groupes affiliés à Al-Qaïda, comme Al-Shabaab?
  - L'objectif de prise d'un État relève-t-il d'une orientation essentiellement nationale ou internationale?
  - Pourquoi le Canada n'a-t-il pas vraiment de « culture de sécurité », du moins par rapport aux autres démocraties alliées comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la France, l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas?
  - Comment les États faibles, plutôt que les États défaillants, servent-ils de terrains fertiles pour l'apparition et le développement du terrorisme?
  - Quelles sont les conséquences involontaires des politiques élaborées précipitamment après le 11 septembre? Ces politiques se sont-elles avérées efficaces?
  - Comment la mondialisation des tensions régionales (et la notoriété internationale qui en résulte) influence-t-elle comment et où les réseaux terroristes se forment?

*Changements et innovations technologiques* : les tendances technologiques sont parmi les plus difficiles à anticiper mais, comme le démontre l'avènement d'Internet et des technologies sans fil, elles peuvent avoir un effet transformateur. Or, malgré les incertitudes qui planent dans ce domaine, il demeure évident que le crime organisé et les extrémistes violents exploitent le secteur de la cybersécurité, tout comme ils tirent avantage des frontières et des forces de la mondialisation. Le cyberespionnage, par exemple, est peu coûteux tout en étant très efficace. Comme l'explique Ron Deibert dans sa note de recherche, le Canada est particulièrement vulnérable. Ce domaine donne lieu à de grandes préoccupations, étant donné les bénéfices économiques et politiques potentiels d'une infiltration réussie, les faibles coûts des attaques et la facilité d'accès à la technologie par les acteurs étatiques et non étatiques.

- Quel équilibre le Canada devrait-il viser entre l'accès aux données personnelles dans le but d'optimiser la sécurité des réseaux canadiens et le droit des Canadiens à la vie privée?
- Au Canada, quel rôle les médias sociaux et Internet jouent-ils dans le processus de radicalisation et dans la genèse de l'extrémisme violent? Quelle est leur influence?



- Quelle est l'influence des médias sociaux sur la sécurité au Canada et à l'échelle internationale?
- Quels moyens pouvons-nous prendre pour nous protéger tout en maintenant l'ouverture d'Internet?

*Atténuation des conséquences des changements climatiques* : dans leur note de recherche, McLeman et Smit discutent des problèmes de souveraineté nationale que posent les changements climatiques pour le Canada et des conséquences disproportionnées que ces changements risquent d'entraîner pour les pays dont les institutions ont une faible capacité de réaction, ce qui accroîtra l'instabilité politique et la migration dans les régions touchées.

- Comment les changements démographiques et climatiques influenceront-ils les modèles migratoires et quelles en sont les conséquences prévues pour le Canada? Quel type de programme d'aide préventive bilatéral et multilatéral le Canada pourrait-il mettre sur pied pour atténuer ces flux?

Les chercheurs doivent aussi tenir compte des effets d'interaction et de rétroaction entre ces pistes de recherches, qui ont une action multiplicatrice sur les menaces. Par exemple, les changements démographiques, la migration, les changements climatiques ou la pauvreté peuvent aggraver les menaces régionales et internationales à la sécurité. De façon analogue, la rareté des aliments est amplifiée par la sécheresse causée par les changements climatiques et les pratiques agricoles non viables visant à augmenter la production alimentaire, mais dont le mécanisme de rétroaction aggrave davantage les changements climatiques anthropiques. Au lieu d'aborder les problèmes individuellement, les analyses et la recherche prospectives ont suivi une approche systémique et écologique qui permet de tenir compte de ce renforcement mutuel.

Les recherches et les activités connexes entreprises dans le but d'explorer les pistes de recherche ci-dessus devraient servir à :

- orienter les politiques, les mesures, les décisions et les pratiques à l'aide de preuves, d'analyses et d'idées sur des questions et problèmes clés, notamment sur l'effet réel ou prévu des cadres stratégiques sur la sécurité individuelle et collective des Canadiens au cours du XXI<sup>e</sup> siècle;
- approfondir nos connaissances sur
  - la sécurité nationale du Canada, les défis et possibilités générés par les différentes dynamiques transnationales et leurs répercussions sur la population canadienne, la société canadienne et le secteur privé,
  - l'évolution et la modification du rôle des technologies de l'information et de leurs conséquences sur la sécurité au Canada,
  - les tendances en matière de comportement et d'attitude chez les personnes qui ont recours à la violence pour des raisons politiques, ou qui se servent du Canada comme base pour acquérir du matériel, des fonds ou du soutien en vue de semer la destruction et l'instabilité politique à l'étranger,
  - les facteurs qui rendent une communauté résiliente,

- l'orientation que devrait adopter le Canada à l'échelle internationale pour obtenir les avantages souhaités en matière de sécurité au pays;
- fournir une analyse coûts-avantages des politiques;
- promouvoir la participation à la recherche et les partenariats à long terme auprès des responsables de l'élaboration de politiques, des intervenants, des associations professionnelles, des communautés et de leurs organisations;
- offrir de nouveaux points de vue sur les pratiques en matière de sécurité nationale et leurs répercussions sur les Canadiens, tant individuellement que collectivement.

Alors que les ministères fédéraux intéressés pourraient profiter d'un accroissement de la recherche et de la capacité de recherche sur les conséquences des tendances transnationales pour la sécurité nationale et frontalière, les chercheurs pourraient tirer avantage d'une amélioration de leur compréhension du point de vue des ministères fédéraux intéressés à ce sujet et mobiliser leurs connaissances issues de la recherche pour appuyer les priorités politiques. D'une part, les ministères fédéraux bénéficieraient des liens créés avec le milieu universitaire. D'autre part, les chercheurs profiteraient d'une meilleure compréhension des contraintes en matière d'échange d'information que doivent respecter les ministères fédéraux, notamment en ce qui concerne les lois sur la protection des renseignements personnels et sur les secrets officiels qui régissent la divulgation et l'utilisation des données et des renseignements, ainsi que les exigences en matière de sécurité nationale et les besoins opérationnels.

### **Conclusion**

Dans un esprit d'ouverture visant à faire participer des penseurs de l'extérieur du gouvernement fédéral au processus d'élaboration de politiques, ce volume avait pour but de brosser le portrait du contexte instable des menaces à l'échelle mondiale en décrivant les grandes tendances transnationales, leur effet prévu au Canada dans un avenir rapproché et le type de liens et de recherches potentiellement utiles pour surmonter ces défis de façon proactive à l'aide d'une planification stratégique. Ce volume visait à prendre le pouls de la capacité de recherche canadienne dans ce domaine et à offrir un aperçu de l'état des connaissances. Ce recueil se veut également générateur de changement : il contient une description de certaines lacunes en recherche cernées grâce à une étude des besoins des personnes et groupes intéressés, ainsi que des propositions de pistes de recherche. Un dialogue interdisciplinaire fondé sur le pluralisme méthodologique générera inévitablement de nouvelles idées. C'est sur ce type de dialogue que se basera la recherche susceptible d'accumuler des données probantes qui orienteront la prise de décision. Ce dialogue renforcera également la démocratie canadienne en rassemblant les ministères intéressés et des chercheurs tout en faisant participer le secteur privé et la société civile à la discussion sur la confrontation et l'atténuation des conséquences des tendances transnationales sur la sécurité au Canada.